

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île de France

Unité territoriale des Yvelines

Arrêté préfectoral portant mise en demeure
n° 2014310-0001
SOCIÉTÉ SAINT GOBAIN ABRASIVES
CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04-176 du 7 septembre 2004 autorisant la société Saint-Gobain Abrasives à exploiter des installations d'emploi et de stockage de produits toxiques et d'enduction de toiles sur son site de Conflans-Sainte-Honorine, situé rue de l'Ambassadeur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013022-0008 du 22 janvier 2013 imposant à la société susvisée des prescriptions complémentaires relatives aux dispositions à mettre en œuvre pendant les périodes de sécheresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2014 imposant à la société susvisée des prescriptions complémentaires relatives aux garanties financières ;

Vu l'arrêté préfectoral 16 juillet 2014 imposant à la société susvisée des prescriptions complémentaires suite à la mise à jour de l'étude de dangers ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 octobre 2014 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, suite à la visite de contrôle du 24 septembre 2014 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission susvisée ;

Considérant que lors de la visite en date du 24 septembre 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'absence de postes fixes permettant de donner l'alarme dans l'entrepôt, la cellule d'expédition et le local de préparation des commandes ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 7.2.4 - Chapitre V – Titre 3 de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2004 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure la société Saint-Gobain Abrasives de respecter les dispositions de l'article susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société Saint-Gobain Abrasives est mise en demeure à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé à Conflans-Sainte-Honorine, de respecter, dans un délai n'excédant pas six mois, les dispositions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2004.

Article 2

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société Saint-Gobain Abrasives et publié au recueil des actes administratifs du département.

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint Germain en Laye, le maire de Conflans-Sainte-Honorine, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles le **6 NOV. 2014**
Pour le préfet et par délégation
Le chef de l'unité territoriale des Yvelines


Henri KALTEMBACHER